Tableau synoptique présentant les modifications prévues par rapport au droit en vigueur
Révision partielle de la LACI – Système d’indemnisation des caisses de chômage
Révision des Ordonnances OACI et OSI-AC

Droit en vigueur	Modification prévue
<p>Ordonnance sur l’assurance-chômage (OACI, RS 837.02)</p>	
	<p><i>Remplacement d’expressions</i></p> <p>¹ Ne concerne que les textes allemand et italien.</p> <p>² Dans tout l’acte, «caisse» est remplacé par «caisse de chômage» et «caisses» par «caisses de chômage», sauf aux art. 2a, 22, al. 2, 24, al. 1, 28, al. 1 et 3, 2e phrase, 29, 30, 38, al. 2, 76, al. 1, let. a, 77, 97a, titre précédant l’art. 103, 109a, 109a, 109b, 120, al. 2, et 122, 122b, titre, al. 1, 3 et 4, 124, 128.</p> <p>³ Dans tout l’acte, «fonds de compensation» ou « fonds de compensation de l’assurance» est remplacé par «fonds de compensation de l’assurance-chômage» sauf aux art. 97, al. 4, 109a, al. 1, 119cbis, al. 3, art. 120a, al. 1.</p> <p>⁴ Ne concerne que le texte italien</p>
<p>Art. 6, al. 1^{er} et 5, let. d</p> <p>^{1er} Les assurés visés à l’al. 1 peuvent participer à un stage professionnel visé à l’art. 64a, al. 1, let. b, LACI pendant le délai d’attente lorsque le taux de chômage moyen des six derniers mois dépasse 3,3 % en Suisse.</p> <p>⁵ Le délai d’attente visé à l’al. 4 devient caduc:</p> <p>d. lorsque l’assuré ne justifie pas de plus de cinq jours de travail par période de contrôle.</p>	<p>Art. 6, al. 1^{er} et 5, let. d</p> <p>^{1er} Les assurés visés à l’al. 1 peuvent participer à un stage professionnel visé à l’art. 64a, al. 1, let. b, LACI pendant le délai d’attente.</p> <p>⁵ Le délai d’attente visé à l’al. 4 devient caduc:</p> <p>d. si l’assuré n’a pas fait plus de cinq jours de chômage contrôlé par période de contrôle.</p>
<p>Art. 25, let. c</p> <p>L’office compétent décide à la demande de l’assuré de :</p> <p>c. dispenser l’assuré, pendant trois semaines au plus, de l’obligation de se présenter aux entretiens de conseil et de contrôle s’il doit se rendre à l’étranger pour un entretien d’embauche, s’il effectue un stage d’essai, ou encore s’il se soumet à un test d’aptitude professionnelle sur le lieu de travail ;</p>	<p>Art. 25, let. c</p> <p>L’office compétent décide à la demande de l’assuré de :</p> <p>c. dispenser l’assuré, pendant trois semaines au plus, de l’obligation de se présenter aux entretiens de conseil et de contrôle s’il doit se rendre à l’étranger pour un entretien d’embauche, s’il effectue un stage d’orientation professionnelle, ou encore s’il se soumet à un test d’aptitude professionnelle sur le lieu de travail ;</p>
<p>Art. 27, al. 3, 3^e phrase</p> <p>³ ... Il ne peut prendre ses jours sans contrôle que par semaine entière.</p>	<p>Art. 27, al. 3, 3^e phrase</p> <p>³ ... En principe, les jours sans contrôle doivent être pris par semaine entière.</p>

<p>Art. 30 titre et al. 3</p> <p>Versement des indemnités et attestation pour l'autorité fiscale</p> <p>(art. 19 LPGA; art. 20, 96b et 97a LACI)</p> <p>³ La caisse de chômage remet à l'assuré à l'intention des autorités fiscales une attestation faisant état des prestations reçues. Dans les cantons qui en prévoient la possibilité, l'attestation est transmise directement par voie électronique à l'autorité fiscale cantonale (art. 97a, al. 1, let. c^{bis}, et 8, LACI).</p>	<p>Art. 30 titre, renvoi entre parenthèse et al. 3</p> <p>Versement des indemnités</p> <p>(art. 19 LPGA, art. 20 et 96b LACI)</p> <p>³ Abrogé</p>
<p>Art. 34, al.2</p>	<p>Art. 34, al. 2</p> <p><i>Ne concerne que le texte en allemand</i></p>
<p>Art. 46, al. 2, 3^e phrase</p> <p>² ... Ne comptent pas comme heures de travail en plus les heures effectuées dans le cadre du régime d'horaire mobile de l'entreprise, pour autant qu'elles ne dépassent pas 20 heures, ni les heures de compensation ou de rattrapage imposées par l'entreprise pour compenser des ponts entre les jours fériés.</p>	<p>Art. 46, al. 2, 3^e phrase</p> <p>² ... Ne comptent pas comme heures de travail en plus, les heures de compensation ou de rattrapage imposées par l'entreprise pour compenser des ponts entre les jours fériés.</p>
<p>Art. 47, titre et al. 1 et 2, let. b et c</p> <p>Perfectionnement professionnel dans l'entreprise</p> <p>¹ Le droit à l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail subsiste lorsque l'employeur utilise complètement ou partiellement, avec l'accord de l'autorité cantonale, le temps de travail qui est supprimé pour perfectionner sur le plan professionnel les travailleurs concernés.</p> <p>² L'autorité cantonale n'est habilitée à donner son accord qu'à condition que le perfectionnement professionnel:</p> <ul style="list-style-type: none"> b. soit organisé par des personnes compétentes selon un programme établi à l'avance; c. soit rigoureusement séparé des activités usuelles de l'entreprise et 	<p>Art. 47, titre et al. 1 et 2, let. b et c</p> <p>Formation continue</p> <p>¹ Le droit à l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail subsiste lorsque l'employeur utilise complètement ou partiellement, avec l'accord de l'autorité cantonale, la perte de travail pour la formation continue des travailleurs concernés.</p> <p>² L'autorité cantonale n'est habilitée à donner son accord qu'à condition que la formation continue :</p> <ul style="list-style-type: none"> b. soit organisée par des personnes compétentes selon un programme établi à l'avance; c. soit rigoureusement séparé des activités usuelles de l'entreprise et
<p>Art. 66a, al. 2, 3^e phrase</p> <p>² ... Ne comptent pas comme heures de travail en plus, les heures effectuées dans le cadre du régime d'horaire mobile de l'entreprise, pour autant qu'elles ne dépassent pas 20 heures, ni les heures de compensation ou de rattrapage imposées par l'entreprise pour compenser des ponts entre les jours fériés.</p>	<p>Art. 66a, al. 2, 3^e phrase</p> <p>² ... Ne comptent pas comme heures de travail en plus, les heures de compensation ou de rattrapage imposées par l'entreprise pour compenser des ponts entre les jours fériés.</p>

<p><i>Titre précédant l'art. 81</i></p> <p>Chapitre 5 Mesures relatives au marché du travail</p> <p>Section 1 Reconversion, perfectionnement, intégration</p>	<p><i>Titre précédant l'art. 81</i></p> <p>Chapitre 5 Mesures relatives au marché du travail</p> <p>Section 1 Reconversion, formation continue, intégration</p>
<p>Art. 88, al. 1, let. f, et al. 2</p> <p>¹ Sont réputés frais à prendre en compte pour l'organisation d'une mesure de formation:</p> <p>f. les frais nécessaires de projet, de capital investi et de locaux.</p> <p>² L'organisation responsable de la mesure de formation dresse un inventaire du matériel didactique et autre acheté à l'aide des contributions de l'assurance-chômage. Ce matériel ne peut être aliéné qu'avec l'accord de l'organe de compensation. Le produit de la vente correspondant à la part de la subvention versée est restitué au fonds de compensation.</p>	<p>Art. 88, al. 1, let. f, et al. 2</p> <p>¹ Sont réputés frais à prendre en compte pour l'organisation d'une mesure de formation:</p> <p>f. les frais nécessaires de projet, de capital étranger et de locaux.</p> <p>² L'organisation responsable de la mesure de formation dresse un inventaire du matériel didactique et autre acheté à l'aide des contributions de l'assurance-chômage. Ce matériel ne peut être aliéné qu'avec l'accord de l'autorité compétente. Le produit de la vente correspondant à la part de la subvention versée est restitué au fonds de compensation de l'assurance-chômage.</p>
<p>Art. 90, al. 1 let. e</p> <p>¹ Le placement d'un assuré est réputé difficile lorsque, compte tenu de la situation du marché du travail, l'assuré a de grandes difficultés à trouver un emploi en raison:</p> <p>e. de son manque d'expériences professionnelles lors d'une période de chômage élevé au sens de l'art. 6, al. 1^{er}.</p>	<p>Art. 90, al. 1 let. e</p> <p>¹ Le placement d'un assuré est réputé difficile lorsque, compte tenu de la situation du marché du travail, l'assuré a de grandes difficultés à trouver un emploi en raison:</p> <p>e. de son manque d'expériences professionnelles lors d'une période de chômage élevé .</p>
<p>Art. 97, al. 1, let. f, et al. 4</p> <p>¹ Sont réputés frais à prendre en compte pour l'organisation d'une mesure d'emploi:</p> <p>f. les frais nécessaires de projet, de capital investi et de locaux.</p> <p>⁴ L'organisation responsable de la mesure d'emploi tient un inventaire des équipements et du matériel achetés à l'aide des contributions de l'assurance-chômage. Ces équipements et ce matériel ne peuvent être aliénés qu'avec l'accord de l'organe de compensation. Le produit de la vente correspondant à la part de la subvention versée est restitué au fonds de compensation.</p>	<p>Art. 97, al. 1, let. f, et al. 4</p> <p>¹ Sont réputés frais à prendre en compte pour l'organisation d'une mesure d'emploi:</p> <p>f. les frais nécessaires de projet, de capital étranger et de locaux.</p> <p>⁴ L'organisation responsable de la mesure d'emploi tient un inventaire des équipements et du matériel achetés à l'aide des contributions de l'assurance-chômage. Ces équipements et ce matériel ne peuvent être aliénés qu'avec l'accord de l'autorité compétente. Le produit de la vente correspondant à la part de la subvention versée est restitué au fonds de compensation de l'assurance-chômage.</p>
<p>Art. 104 (art. 79, al. 3, LACI)</p> <p>Les caisses versent les prestations de l'assurance-chômage autant que possible par virement.</p>	<p>Art. 104 (art. 81, al. 1 let. C, LACI)</p> <p>Les caisses de chômage versent les prestations de l'assurance-chômage par virement.</p>
<p>Art. 109 titre et al. 1 phrase introductive</p>	<p>Art. 109 titre et al. 1 phrase introductive</p> <p><i>Ne concerne que le texte en italien</i></p>

<p><i>Art. 109a, al. 2</i></p> <p>² Lorsque le fondateur d'une caisse a déjà mandaté un bureau fiduciaire de la révision d'autres institutions dont il a la charge ou de sa propre caisse, l'organe de compensation peut, sur demande du fondateur de la caisse, confier le contrôle de la comptabilité de la caisse de chômage au même bureau fiduciaire. La demande est agréée pour autant que ladite fiduciaire satisfasse aux conditions de l'art. 109, al. 3, et que ce choix ne présente aucun inconvénient. Le mandant est dans tous les cas l'organe de compensation. Le mandataire est lié aux directives de l'organe de compensation.</p>	<p><i>Art. 109a, al. 2</i></p> <p>² <i>Abrogé</i></p>
<p><i>Art. 119, al. 1, let. d</i></p> <p>¹ La compétence de l'autorité cantonale à raison du lieu se détermine :</p> <p>d. d'après le siège de l'institution requérante, pour les subventions en faveur d'institutions de reconversion et de perfectionnement professionnel ou de programmes d'emploi temporaire ;</p>	<p><i>Art. 119, al. 1, let. d</i></p> <p>¹ La compétence de l'autorité cantonale à raison du lieu se détermine :</p> <p>d. d'après le siège de l'institution requérante, pour les subventions en faveur d'institutions de reconversion et de formation continue ou de programmes d'emploi temporaire ;</p>
<p><i>Art. 122, al. 2</i></p>	<p><i>Art. 122, al. 2</i></p> <p>² <i>Ne concerne que les textes allemand et italien</i></p>
<p><i>Art. 122c, al. 1, let. c</i></p>	<p><i>Art. 122c, al. 1, let. c</i></p> <p><i>Ne concerne que le texte allemand et italien</i></p>
<p>Ordonnance sur les systèmes d'information AC (OSI-AC; 837.063.1)</p>	
<p><i>Art. 8</i></p> <p>Le système d'information servant au paiement de prestations de l'assurance-chômage au sens de l'art. 83, al. 1^{bis}, let. a, LACI a pour but d'assurer le paiement, le décompte et la comptabilisation des prestations de l'assurance-chômage par les caisses de chômage.</p>	<p><i>Art. 8</i></p> <p>Le système d'information pour le paiement des prestations de l'assurance-chômage visé à l'art. 83^oal. 1^{bis}, let. a, LACI sert en ce qui concerne le versement des prestations de l'assurance-chômage par les caisses de chômage, aux tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. vérification, b. calcul, c. paiement, d. décompte et e. comptabilisation.
<p><i>Art. 14, let. e</i></p> <p>Les données sont collectées par l'organe de compensation de l'assurance-chômage à partir des sources suivantes:</p>	<p><i>Art. 14, let. e (nouveau)</i></p> <p>Les données sont collectées par l'organe de compensation de l'assurance-chômage à partir des sources suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> e. la plateforme d'accès aux services en ligne.
<p><i>Art. 17, al. 2</i></p> <p>² Elle permet aux utilisateurs de transmettre les données nécessaires pour la perception des prestations.</p>	<p><i>Art. 17, al. 2</i></p> <p>² Elle sert aux usagers et aux organes d'exécution pour la transmission de données, de messages, d'informations et de documents nécessaires à l'exercice du droit aux prestations, à l'accomplissement des obligations prévues aux art. 17 et 88, al. 1, LACI ainsi qu'aux conseils de l'Office régional de placement.</p>

<p>Art. 18 Enregistrement</p> <p>¹ Seuls les utilisateurs enregistrés peuvent utiliser la plateforme.</p> <p>² Quiconque accepte les conditions générales d'utilisation et la déclaration de protection des données qui s'y rapporte est considéré comme enregistré.</p>	<p>Art. 18 Inscription</p> <p>Toute personne souhaitant utiliser la plateforme d'accès doit s'inscrire et accepter les conditions d'utilisation.</p>
<p>Art. 19, al. 1</p> <p>¹ Les données déposées sur la plateforme sont transférées automatiquement dans les systèmes d'information de l'assurance-chômage pertinents.</p>	<p>Art. 19, al. 1</p> <p>¹ Les données traitées sur la plateforme d'accès sont transmises aux systèmes d'information correspondants de l'assurance chômage et du service public de l'emploi.</p>
<p>Art. 22 Enregistrement</p> <p>¹ Seuls les utilisateurs enregistrés peuvent utiliser la plateforme.</p> <p>² Quiconque accepte les conditions générales d'utilisation et la déclaration de protection des données qui s'y rapporte est considéré comme enregistré.</p>	<p>Art. 22 Inscription</p> <p>Toute personne souhaitant utiliser la plateforme d'accès doit s'inscrire et accepter les conditions d'utilisation.</p>

Les annexes 1 à 3 sont jointes en mode modification dans un document séparé.